



27

OCT.

•

28

OCT.

2022

# CCIL Conference Congrès du CCDI

CCIL CCDI

 S'inscrire maintenant





Accueil

A propos

Coopération internationale

Congrès annuel

Soutenir les étudiants

Prix de carrière

Publications

Adhésion



PROGRAMME

THÈME

FORMATION CONTINUE

## Conférenciers et conférencière d'honneur



Ujal Singh Bhatia

Judi 27 octobre

9 h à 10 h

Ujal Singh Bhatia a été nommé à l'Organe d'appel de l'Organisation ...

Plus...



Natasha Affolder

Judi 27 octobre

13 h 40 à 14 h 30

Natasha Affolder est professeure à la faculté de droit Peter A. Allard de ...

Plus...



L'Honorable Bob Rae

Vendredi 28 octobre

15 h 20 à 16 h 20

Bob Rae est l'ambassadeur et le représentant permanent du Canada ...

Plus...

COMMAI  
ARC



COMMAI  
BRC



### Agrément de EDetI - Barreau de l'Ontario

Crédits de formation professionnelle

Les séances suivantes sont accréditées par le Barreau de l'Ontario pour 1.5 heures chaque pour les heures de formation professionnelle.

- Droits de l'enfant et le droit international — Virages à l'échelle systémique pour une meilleure protection des droits de l'enfant (jeudi)
- Le rôle des communautés autochtones dans la politique étrangère et de défense du Canada (vendredi)

Les séances du jeudi et du vendredi représentent 11 heures de formation continue.

Selon le Barreau de l'Ontario, seules les heures portant sur le professionnalisme doivent être agréées par le Barreau. La responsabilité incombe aux avocats et aux parajuristes de déterminer si une activité constitue une activité de formation éligible et peut être reconnue pour des heures substantives. Renseignements sur [l'exigence de formation professionnelle continue](#).

# Thème du congrès

## *Solidarité et conception éclairée de l'intérêt propre en droit international : relique ou aspiration ?*

Le thème du congrès annuel de 2022 est : « *Solidarité et conception éclairée de l'intérêt propre en droit international : relique ou aspiration ?* »

La Charte des Nations Unies fait référence au « principe de l'égalité souveraine de tous ses Membres », mais l'ordre international, comme presque tous les autres domaines de l'activité humaine, est défini par des asymétries marquées au chapitre des ressources, de l'influence et du pouvoir. Au cours de la seconde moitié du XXe siècle, un large consensus s'est dégagé sur le fait que les relations amicales entre les nations exigent une certaine retenue dans l'application des capacités économiques, institutionnelles et militaires. Il est maintenant largement reconnu que la poursuite d'objectifs communs, notamment en matière de changement climatique, de santé publique, de sécurité, de migration et de développement économique, nécessite de la part des États les mieux dotés en ressources qu'ils adoptent une conception éclairée de leur intérêt propre, afin de tenir compte des besoins des acteurs plus petits et d'éviter d'externaliser les conséquences des défis mondiaux.

Pourtant, la domination idéologique et l'affirmation de la souveraineté des États sont revenues en force, prenant le contrepied des nobles espoirs qui sont apparus immédiatement après la Guerre froide. Que ce soit dans le contexte de la pandémie mondiale, de la crise climatique, de la guerre commerciale ou du (ré)établissement de « sphères d'influence » géopolitiques, on assiste à un retour stupéfiant de la poursuite sans réserve d'intérêts égoïstes étroits. Les États qui ont la capacité de semer le chaos dans les normes internationales, et de résister aux critiques qui en découlent, choisissent de plus en plus souvent de suivre cette voie. Le droit international et les institutions internationales peinent à s'imposer comme un frein efficace à ces actions ou à inciter à une coopération productive. Ces évolutions peuvent amener les juristes internationaux à se demander si les idéaux que promeut le droit international et qui reposent sur la solidarité et une conception éclairée de l'intérêt propre ne vont pas céder la place à la (ré)affirmation d'un pouvoir et d'une domination intéressés et égoïstes comme principaux moteurs de l'ordre juridique mondial.

En cette 51e édition de son congrès annuel en 2022, le Conseil canadien de droit international (CCDI) invite les décideurs, les praticiens, les universitaires et les étudiants du domaine du droit international à se livrer à une réflexion critique sur la signification de ces évolutions et aux défis qu'elles posent. Sans limiter l'éventail des approches qui pourraient être retenues pour aborder ce thème, voici quelques questions que les participants pourraient traiter :

- Quelles seront les répercussions de l'invasion de l'Ukraine par la Russie sur l'ordre juridique international au sens large?
- Quels effets ces évolutions ont-elles eus sur le rôle du droit international dans la réponse mondiale à la pandémie de COVID-19? Dans quelle mesure les lacunes ou les réussites de cette réponse mondiale sont-elles attribuables au rôle prédominant des États par rapport à l'Organisation mondiale de la santé, ou à la capacité d'autres mécanismes juridiques internationaux à canaliser les ressources d'acteurs non étatiques tels que les sociétés pharmaceutiques multinationales?
- Ces évolutions signifient-elles simplement que le droit international joue un rôle moins important dans la promotion des intérêts communs ou la résolution des problèmes mondiaux? Le droit international est-il destiné à devenir un ensemble décroissant de mécanismes de contrôle du pouvoir des États plutôt qu'un instrument d'action collective? Existe-t-il des instruments des époques antérieures que les juristes internationaux doivent dépoussiérer pour faire face à un monde plus dur? Ou doit-on créer de nouveaux instruments?
- Quels sont les rôles et les responsabilités des nouveaux titans de la technologie et du commerce, dans un monde où la responsabilité des États est au plus bas? De quelle manière le droit international est-il outillé ou mal outillé pour gérer cette nouvelle catégorie d'acteurs non étatiques, dont les plateformes sont utilisées de façon généralisée pour les interactions humaines, leur octroyant ainsi une position d'influence mondiale qui va bien au-delà de celle de nombreux États?

[Haut de la page](#)

### Contactez-nous

Secrétariat du CCDI  
a/s Intertask Conferences  
275 rue Bay Street, bureau 200  
Ottawa, Ontario K1R 5Z5 Canada

Tél: 613-238-4870  
Email: [ccil-ccdi@intertaskconferences.com](mailto:ccil-ccdi@intertaskconferences.com)



### Soutenez le travail du CCIL!

Le Conseil est enregistré en tant qu'organisme de bienfaisance canadien auprès de l'[Agence du revenu du Canada](#). Le numéro d'enregistrement d'organisme de bienfaisance de la CCIL est 118830595RR000





# Agenda de l'événement

jeudi  
27 oct.

vendredi  
28 oct.

Liste Piste

Télécharger l'horaire de l'événement

La date et l'heure sont affichées dans Amérique/Toronto

Recherche

27 octobre 2022  
08:00 - 18:00

## Registration | Inscription

Ottawa ABC (First Floor | 1e étage) English | Anglais

27 octobre 2022  
08:00 - 09:00

## Service de café

Victoria Hall (First Floor | 1e étage)

27 octobre 2022  
09:00 - 09:05

## Accueil

Interpretation | Interprétation



**Gib van Ert**  
Counsel, Olthuis van Ert

Victoria Hall (First Floor | 1e étage)

27 octobre 2022  
09:05 - 10:05



# Allocution d'ouverture: Allocution d'ouverture: Changement de paradigmes et règle de droit en commerce international

Interpretation | Interprétation

Le français suit l'anglais

**Introduced by:** Valerie Hughes, Bennett Jones LLP

The corpus of international trade law is premised on certain assumptions about the role of the State in economic activity. These assumptions are now challenged by several recent developments: the state capitalism of China; the realignment of global supply chains based on geopolitical affinities, the privileging of domestic production in various stimulus packages, and so on. The near collapse of the WTO's dispute settlement system weakens the WTO's role as a bulwark against fragmentation by weakening its capacity to adjudicate on disputes and to enforce judicial decisions.

It is also striking that globalization fatigue is not a universal phenomenon and the appetite for integration remains quite undiminished in various parts of the world.

In this fraught scenario, how can international trade law continue to play an effective role in the governance of global trade? Does the corpus of WTO law need to be re-imagined? Is that even possible given the difficulties of achieving consensus in the WTO? Is fragmentation inevitable?

**Présentée par:** Valerie Hughes, Bennett Jones LLP

Le corpus du droit commercial international est fondé sur certaines hypothèses concernant le rôle de l'État dans l'activité économique. Ces hypothèses sont aujourd'hui remises en question par plusieurs développements récents : le capitalisme d'État de la Chine, le réalignement des chaînes d'approvisionnement mondiales sur la base d'affinités géopolitiques, le privilège que les divers plans de relance accordent à la production nationale, etc. Le quasi-effondrement du système de règlement des différends de l'OMC affaiblit le rôle de cet organisme en tant que rempart contre la fragmentation, car il diminue sa capacité à statuer sur les litiges et à faire appliquer les décisions judiciaires.

Il est également frappant de constater que la lassitude à l'égard de la mondialisation n'est pas un phénomène universel et que l'appétit d'intégration reste tout à fait intact dans diverses parties du monde.

Dans ce scénario tendu, comment le droit commercial international peut-il continuer à jouer un rôle efficace dans la gouvernance du commerce mondial? Le corpus du droit de l'OMC doit-il être réimaginé? Est-ce même possible, étant donné les difficultés à obtenir un consensus au sein de l'OMC? La fragmentation est-elle inévitable?

Afficher moins



**Ujal Bhatia**

Honorary Professor, National Law University

Ottawa ABC (First Floor | 1e étage)

27 octobre 2022

10:05 - 10:50

## Pause santé

Victoria Hall (First Floor | 1e étage)

27 octobre 2022

10:50 - 12:20

## Le droit des conflits armés et les États : diffuser et convaincre pour mieux limiter les souffrances de la guerre

Interpretation | Interprétation



Le français suit l'anglais

**Moderator:** Dr. Sophie Rondeau, Director and Senior Legal Advisor on IHL, Canadian Red Cross

Most contemporary international law was built on the ruins of the Second World War. It was in response to this major conflict that were developed the Universal Declaration of Human Rights, the Geneva Conventions of 1949, and international criminal law such as with the Nuremberg Tribunals. This legal armada protecting the human person in times of peace and in times of war was made possible by a firm commitment on the part of States not to allow the horrors of the past to recur. However, three quarters of a century later, the facts have changed: international law is increasingly challenged by the same entities that created it. As a new major conflict affects Europe in Ukraine, the Osons le DIH! team offers a critical analysis of three available mechanisms to encourage States to respect the law in war, which remains as relevant and necessary as after the Second World War: 1-Customary international humanitarian law, which draws its legitimacy from State practice itself; 2-The dissemination of international humanitarian law to the general public and belligerents; 3- Having recourse (or not) to human rights monitoring bodies.

**Modératrice:** Dr. Sophie Rondeau, Directrice et Conseillère juridique principale en DIH, Croix-Rouge canadienne

Le droit international contemporain s'est majoritairement bâti sur les ruines de la Seconde Guerre mondiale. C'est en réponse à ce conflit majeur qu'ont été élaborés la Déclaration universelle des droits de l'Homme, les Conventions de Genève de 1949, ou encore le droit international pénal avec les Tribunaux de Nuremberg. Cette armada juridique protégeant la personne humaine en temps de paix et en temps de guerre a été rendue possible par une volonté forte des États de ne plus laisser se reproduire les horreurs du passé. Cependant, trois quarts de siècle plus tard, les données ont changé : le droit international est de plus en plus contesté par ces mêmes entités qui l'ont créé. Alors qu'un nouveau conflit majeur touche l'Europe en Ukraine, l'équipe d'Osons le DIH! vous propose une analyse critique de trois leviers permettant d'inciter les États à respecter le droit dans la guerre, qui demeure aussi pertinent et nécessaire qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale : 1- Le droit international humanitaire coutumier, qui tire sa légitimité de la pratique même des États; 2- La diffusion du droit international humanitaire auprès du grand public et des belligérants; 3- Le recours ou non aux organes de sanction de droits humains.

Afficher moins



**Jennifer Lachance**

Université Laval



**Julia Grignon**

Université Laval



**Mathilde Doucet**

Université Laval



**Sophie Rondeau**

Director and Legal Advisor, Croix-Rouge canadienne




**Thomas Roos**

Université Laval

Afficher moins



 Fuller (Terrace)

27 octobre 2022

10:50 - 12:20

## La poursuite d'objectifs communs et les organes des Nations Unies

English | Anglais

Le français suit l'anglais



**Moderator:** Eran Sthoeger, Brooklyn Law School

Recent assertions of State sovereignty and the unapologetic pursuit of self-interest have made it apparent that there is considerable room for reimagining of the roles, capacities, and jurisdiction of the UN's principal organs. This panel asks the question: How well-suited are the Security Council, the General Assembly, and the ICJ to advance the pursuit of contemporary common goals? Is it desirable to answer this question by drawing on experience from domestic constitutional systems and notions such as separation of powers? On 26 April 2022, for example, the General Assembly adopted A/RES/76/262, which aims to hold the five permanent Council members accountable before the Assembly when they exercise their veto power. What are the prospects of such "parliamentary accountability" and is it an appropriate and effective mechanism? Similar questions have been raised about the role of the ICJ in settling inter-State disputes that are concurrently on the agenda of other UN organs, whether through the Court's contentious jurisdiction or even through its advisory function.

What, furthermore, is the effect on the division of labor between the UN's principal organs when situations, such as the invasion of one Member State by another, are brought before them simultaneously?

**Modérateur:** Eran Sthoeger, Faculté de droit de Brooklyn

Les récentes affirmations de la souveraineté des États et la poursuite sans réserve d'intérêts égoïstes ont démontré qu'il pourrait être temps de réimaginer les rôles, les capacités et les compétences des principaux organes de l'ONU. Ce panel pose la question suivante : dans quelle mesure le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et la CIJ sont-ils bien adaptés à la poursuite des objectifs communs contemporains? Est-il souhaitable de répondre à cette question en s'inspirant de l'expérience des systèmes constitutionnels nationaux et de notions telles que la séparation des pouvoirs? Le 26 avril 2022, par exemple, l'Assemblée générale a adopté la résolution A/RES/76/262, qui vise à rendre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité responsables devant l'Assemblée lorsqu'ils exercent leur droit de veto. Quelles sont les perspectives d'avenir de cette « responsabilité parlementaire » et s'agit-il d'un mécanisme approprié et efficace? Des questions similaires ont été soulevées quant au rôle de la CIJ dans le règlement des différends interétatiques qui sont simultanément à l'ordre du jour d'autres organes de l'ONU, que ce soit par l'entremise de la juridiction contentieuse de la Cour ou même de sa fonction consultative.

Quel est, en outre, l'effet sur la répartition des tâches entre les principaux organes de l'ONU lorsque des situations, telles que l'invasion d'un État membre par un autre, leur sont présentées simultanément?

Afficher moins



**Alan Kessel**

Assistant Deputy Minister, Legal Affairs and Legal Adviser, Affaires mondiales Canada



**Eirik Bjorge**

Professor, Faculté de droit de l'Université de Bristol



**Eran Sthoeger**

Adjunct Professor, Faculté de droit de Brooklyn

Afficher moins



Freiman / Guigues (Terrace)

27 octobre 2022

10:50 - 12:20

## La détention de ressortissants étrangers en vue d'influencer la politique étrangère/interne

English | Anglais

Le français suit l'anglais

**Moderator:** Chris MacLeod, Cambridge LLP

Following the detention and release of the two Michaels from prison in China, attention has been focused again on the detention of foreign nationals by states for use in domestic or international affairs. This panel as been involved in multiple cases historically and presently and will discuss detention as a weapon. The Two Michaels was perhaps the highest profile detention for brazen political ends, certainly involving Canadians. We will discuss some background outside of the two Michaels and how we can learn from and move forward with new tools methodologies.



**Modérateur:** Chris MacLeod, Cambridge LLP

L'emprisonnement des deux Michael en Chine et leur libération ont de nouveau soulevé la question de la détention par des États de ressortissants étrangers en vue de les utiliser dans des affaires nationales ou internationales. Les membres de ce panel, qui ont joué un rôle dans de nombreuses causes, tant par le passé qu'à l'heure actuelle, discuteront de la détention en tant qu'arme. L'affaire des Deux Michael a sans doute été, du moins en ce qui concerne des ressortissants canadiens, la détention à des fins politiques effrontées qui a suscité le plus d'attention médiatique. Nous discuterons du contexte au-delà des deux Michael et de la façon dont nous pouvons en tirer des enseignements et aller de l'avant avec de nouveaux outils méthodologiques.

Afficher moins



**Alex Neve**

Adjunct Professor, University of Ottawa and Dalhousie University



**Chris MacLeod**

Founding Partner, Cambridge LLP



**Gar Pardy**

Afficher moins



Algonquin (Terrace)

27 octobre 2022

10:50 - 12:20

## Le Canada joue-t-il franc jeu? La gestion de l'offre de produits laitiers et la gestion des contingents tarifaires

English | Anglais

le français suit l'anglais

**Moderator:** Elaine Feldman, University of Ottawa

Canada's system of supply management for dairy products has long been a cause of concern for Canada's trading partners since it requires high tariff walls to protect Canada's dairy market. Canada defends the system as essential to ensuring the survival of dairy farming in Canada, which yields benefits for rural communities and for Canada's food security. In recent years, Canada's closest trading partners have sought increased access to Canada's dairy market by negotiating lower tariff rates for a small share of the market (so-called tariff rate quotas) under free trade agreements. But is Canada playing fair in administering these tariff rate quotas? The speakers will share their expertise on this controversial question and will also reflect on the merits and pitfalls of the management of Canada's dairy market more broadly.

**Modératrice:** Elaine Feldman, Université d'Ottawa

Le système canadien de gestion de l'offre de produits laitiers est depuis longtemps une source d'inquiétude pour les partenaires commerciaux du Canada, car il nécessite l'établissement de murs tarifaires élevés pour protéger le marché canadien des produits laitiers. Le Canada défend ce système en arguant qu'il est essentiel à la survie de sa production laitière, procurant ainsi des avantages aux collectivités rurales et à la sécurité alimentaire du pays. Au cours des dernières années, les plus proches partenaires commerciaux du Canada ont cherché, dans le cadre d'accords de libre-échange, à étendre leur accès au marché canadien des produits laitiers par la négociation de taux tarifaires plus bas pour une petite part du marché (ce qu'on appelle les contingents tarifaires). Mais le Canada joue-t-il franc jeu dans la gestion de ces contingents tarifaires? Les conférenciers partageront leur expertise sur cette question controversée et réfléchiront de manière plus générale aux mérites et aux pièges de la gestion du marché canadien des produits laitiers.

Afficher moins







**Elaine Feldman**

Graduate School of Public and International Affairs, University of Ottawa



**Gilles Gauthier**



**Jessica Eisen**

Assistant Professor, Faculty of Law, University of Alberta



**Jessica Horwitz**

Partner, International Trade and Investment, Bennett Jones LLP



**Marie Lemieux**

Senior Advisor, PAA Advisory | Conseils

Afficher moins



📍 Ottawa ABC (First Floor | 1e étage)

27 octobre 2022

12:20 - 13:20

## Dîner

📍 Algonquin (Terrace)

27 octobre 2022

12:20 - 13:20

## Les carrières en droit international

(dîner de réseautage pour étudiants)

Le français suit l'anglais

An opportunity to learn from and ask questions of individuals who have pursued different careers in the practice of international law.

Le déjeuner-causerie sur les perspectives de carrières est l'occasion d'apprendre et de poser toutes vos questions à un groupe diversifié de juristes ayant poursuivi des carrières variées et ce dans différents domaines du droit international.



**Angie Veitch**

Deputy Permanent Representative of Canada to the UN in Vienna, Affaires mondiales Canada



**Debra Steger**

Emeritus Professor, University of Ottawa



**Norman Farrell**

Prosecutor, Special Tribunal for Lebanon



**Robert Volterra**

Professor, Faculty of Law, University College London





**Tachelle Kirkpatrick**

Deputy Director, Criminal and Security, Security and Diplomatic Law Division (JLA), Affaires mondiales Canada

Afficher moins



27 octobre 2022

13:30 - 14:30

Victoria Hall (First Floor | 1e étage)

## Quand les changements climatiques changent tout... même ce que nous attendons du droit international

Interpretation | Interprétation

**Introduced by:** Olabisi Akinkugbe, Dalhousie University

Climate litigation is pushing forward a new language, a new tempo and a new expectation of the work international law can and must do in domestic legal systems. Doctrines and practices that have long served as conveyor belts for moving foreign and international law to the peripheries of the legal imagination are under challenge. Domestic courts are revealing a willingness to add international law to their daily diet. In this keynote lecture, Professor Natasha Affolder identifies and challenges the limited expectations we have for international law – law that is everywhere and nowhere. She invites us to contemplate a world where international law is anything but exceptional.

**Présenté par:** Olabisi Akinkugbe, Université Dalhousie

Les litiges climatiques font apparaître un nouveau langage, un nouveau rythme et de nouvelles attentes quant au travail que le droit international peut et doit accomplir au sein des systèmes juridiques nationaux. Les doctrines et les pratiques qui ont longtemps servi de courroie de transmission pour reléguer le droit étranger et international aux périphéries de l'imagination juridique sont maintenant remises en question. Les tribunaux nationaux font preuve d'une volonté d'ajouter le droit international à leur régime quotidien. Dans cette conférence principale, la professeure Natasha Affolder recense et remet en question les attentes limitées que nous avons à l'égard du droit international — un droit qui est à la fois partout et nulle part. Elle nous invite à envisager un monde où le droit international est tout sauf exceptionnel.

Afficher moins



**Natasha Affolder**

Professor, Peter A. Allard School of Law, Allard School of Law

27 octobre 2022

14:40 - 16:10

Victoria Hall (First Floor | 1e étage)

## L'avenir du règlement des différends entre investisseurs et États

Interpretation | Interprétation

le français suit l'anglais

**Moderator:** Stephanie Desjardins, Tereposky & DeRose LLP

In a context where the pursuit of narrow self-interest is leading to complex disputes in various areas of international law and where the window is closing to avoid the most catastrophic and irreversible effects of climate change, the use of international arbitration in the settlement of investment disputes – i.e., investor-state dispute settlement (ISDS) – has been heavily criticized. This panel will discuss these criticisms and propose strategies to address them. Topics addressed by the panelists include: a summary of the accomplishments under UNCITRAL Working Group III; an assessment of the limits of a procedural reform of ISDS; a computational analysis of statements on ISDS reform submitted to UNCITRAL and ICSID; and the impact of ISDS on climate action.



**Modératrice:** Stephanie Desjardins, Tereposky & DeRose LLP

Dans un contexte où la poursuite d'intérêts égoïstes étroits conduit à des différends complexes dans divers domaines du droit international et où la fenêtre d'intervention pour éviter les effets les plus catastrophiques et irréversibles du changement climatique se referme, le recours à l'arbitrage international pour le règlement des différends relatifs aux investissements — c'est-à-dire le règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE) — fait l'objet de critiques sévères. Ce panel discutera de ces critiques et proposera des stratégies pour y répondre. Ainsi, les panélistes feront un résumé des réalisations du Groupe de travail III de la CNUDCI, une évaluation des limites d'une réforme procédurale du RDIE, et une analyse computationnelle des déclarations sur la réforme du RDIE soumises à la CNUDCI et au CIRDI, puis ils traiteront des incidences du RDIE sur les mesures en faveur du climat.

Afficher moins



**Jean-Michel Marcoux**

Assistant Professor, Department of Law and Legal Studies, Université Carleton



**Paul Conlin**

Partner, Conlin Bedard LLP



**Paul Fauteux**

Attorney, Mediator and Arbitrator, CMKZ, s.e.n.c.r.l.



**Shane Spelliscy**

Director General, Trade Law Bureau and Deputy Legal Adviser, Affaires mondiales Canada

Afficher moins



Algonquin (Terrace)

27 octobre 2022

14:40 - 16:10

## Motivations de la réforme du droit mondial de la santé relativement aux pandémies : solidarité mondiale, conception éclairée de l'intérêt propre ou...?

Bilingual | Bilingue

le français suit l'anglais

**Moderator:** Robert Volterra, Faculty of Law, University College London

Themes of mutual self-interest have underpinned inter-state cooperation in global health crises since the mid-19<sup>th</sup> century. From that time until the 1930s, states drafted a series of international conventions to address the cross-border spread of specific diseases such as cholera, yellow fever and the plague. This project to codify legal obligations for coordinated responses to global diseases was not continued following the creation of the WHO, which was established as a technical agency and not law-making or law-enforcing body. The impulse towards global health law making has thus largely stalled since the 1930s.

The COVID-19 pandemic, with its sweeping toll on lives and livelihoods from all over the world, may have reinvigorated the international health law codification project. The past two years have seen a revival of interest from states in establishing platforms and avenues for cooperation on the cross-border spread of infectious diseases, up to and including a global pandemic treaty. In the COVID era, concepts of the rule of law and enlightened self-interest and other factors are referenced as motivations for this renaissance, featuring in speeches and resolutions across a variety of multilateral arenas, such as the General Assembly, G20 and G7.

As countries advance negotiations towards a new international legal instrument on pandemic preparedness and response in the coming two years, what rights and obligations should such an instrument include? More broadly, how can such legal regulation be drafted to reflect medical/scientific reality and global solidarity? This bilingual panel explores these questions and related topics from a variety of disciplinary and geographic perspectives.



**Modérateur:** Robert Volterra, Faculté de droit, University College London

Depuis le milieu du 19<sup>e</sup> siècle, les thèmes de l'intérêt propre mutuel sous-tendent la coopération interétatique lors des crises sanitaires mondiales. À partir de cette époque jusqu'aux années 1930, les États ont rédigé une série de conventions internationales pour faire face à la propagation transfrontalière de maladies précises telles que le choléra, la fièvre jaune et la peste. Ce projet de codification des obligations juridiques, dont le but était de fournir des réponses coordonnées aux maladies mondiales, n'a pas eu de suite après la création de l'OMS, qui a été établie en tant qu'agence technique et non à titre d'organe législatif ou d'application de la loi. L'élan vers l'élaboration d'un droit mondial de la santé est donc essentiellement au point mort depuis les années 1930.

La pandémie de COVID-19, avec ses terribles conséquences sur les vies et les moyens de subsistance dans le monde entier, a peut-être revigoré le projet de codification du droit international de la santé. Ces deux dernières années ont vu un regain d'intérêt de la part des États pour l'établissement de plates-formes et de pistes de coopération en matière de propagation transfrontalière des maladies infectieuses, ce qui pourrait aller jusqu'à prendre la forme d'un traité mondial sur les pandémies. À l'ère de la COVID-19, les concepts de primauté du droit et de conception éclairée de l'intérêt propre, ainsi que d'autres facteurs, sont cités parmi les motivations qui sont à l'origine de cette renaissance et que l'on retrouve dans les discours et les résolutions de diverses instances multilatérales, telles que l'Assemblée générale, le G20 et le G7.

Alors que les pays font progresser les négociations en vue de l'adoption, dans les deux années à venir, d'un nouvel instrument juridique international sur la préparation et la réponse aux pandémies, quels droits et quelles obligations cet instrument devrait-il inclure? Plus largement, comment une telle réglementation juridique peut-elle être rédigée de manière à refléter la réalité médicale/scientifique et la solidarité mondiale? Ce panel bilingue explorera ces questions et des sujets connexes à partir d'un éventail de perspectives disciplinaires et géographiques.

Afficher moins



**Fabien Schneider**

Consultant



**Olipa Jere-Sakala**

Deputy Chief Parliamentary Counsel, Ministry of Justice, Zambia



**Polly Prix**

Asa Griggs Candler Professor of Law, Professor of Global Health, Emory University



**Robert Volterra**

Professor, Faculty of Law, University College London

Afficher moins



Freiman / Guigues (Terrace)

27 octobre 2022

14:40 - 16:10

## Des lignes dans le sable et la neige: relations canado-saoudiennes

English | Anglais

Le français suit l'anglais

**Moderator:** Jeremy Wildeman, Fellow, Human Rights Research and Education Centre, University of Ottawa, and the Centre for the Study of Democracy and Diversity, Queen's University

Canada's decision to provide Saudi Arabia with military vehicles, the brutal killing of Jamal Khashoggi, and the arrest of human rights activist Samar Badawi, have been among the touchpoints of media attention on the Canadian-Saudi relationship. However, scholarship about Canada's relationship with this Gulf kingdom, especially in the context of international law, remains sparse. The panel will help address that gap by interrogating four key - and controversial- aspects of the Canada-Saudi relationship.

Specifically, the panel will examine the bilateral relationship in the context of 1) trade law, 2) international humanitarian law, 3) transnational private law actions and, 3) the export of surveillance technologies. Panelists will query the extent to which Canada's approach to Saudi Arabia has displayed a consistent and principled approach in line with international law. There are implications here as well for Canada's approach to other authoritarian regimes.



**Modérateur:** Jeremy Wildeman, Fellow, Human Rights Research and Education Centre, University of Ottawa, and the Centre for the Study of Democracy and Diversity, Queen's University

La décision du Canada de fournir des véhicules militaires à l'Arabie saoudite, le meurtre brutal de Jamal Khashoggi et l'arrestation de la militante des droits de la personne Samar Badawi figurent parmi les éléments clés de l'attention médiatique sur la relation canado-saoudienne. Cependant, les travaux de recherche sur les relations entre le Canada et ce royaume du Golfe, notamment dans le contexte du droit international, restent rares. Le panel contribuera à combler cette lacune en examinant quatre aspects clés — et controversés — de la relation canado-saoudienne.

Plus précisément, le panel examinera la relation bilatérale dans le contexte : 1) du droit commercial, 2) du droit humanitaire international, 3) des actions de droit privé transnational, et 4) de l'exportation des technologies de surveillance. Les panélistes exploreront dans quelle mesure l'approche du Canada à l'égard de l'Arabie saoudite a été cohérente et fondée sur des principes, conformément au droit international. Cette question soulève également des enjeux relativement à l'attitude du Canada envers d'autres régimes autoritaires.

Afficher moins



**Christopher Waters**

Professor, Faculty of Law, University of Windsor



**Hassan Ahmad**

Assistant Professor, Peter A. Allard School of Law at the University of British Columbia



**Jeremy Wildeman**

Fellow, Human Rights Research and Education Centre, University of Ottawa, and the Centre for the Study of Democracy and Diversity, Queen's University



**Maureen Irish**

Faculté de droit, Université de Windsor

Afficher moins



Fuller (Terrace)

27 octobre 2022

14:40 - 16:10

## Les aspects juridiques internationaux de l'invasion de l'Ukraine par la Russie

English | Anglais

Le français suit l'anglais

**Moderator:** Iryna Bogdanova, World Trade Institute

Since the Russian invasion of Ukraine in February 2022, the international community has grappled with how to respond. This panel will address; (i) The role of the Russian Federation as a permanent member of the UNSC including an historical and legal analysis of its role as well as the current debate about the removal of Russia from the UNSC permanent membership; (ii) the role of international courts and the effectiveness of other tools like economic sanctions attached to influence behaviour of states; (iii) the limits of State responsibility put through the perspective of article 39 of the UN Charter and why counter-measures and international cooperation cannot address this issue as it would require an impartial third party such as an international court in order to ensure the application of international law and reparation mechanisms; and (iv) the lack of universal application and enforcement of international law, which triggers a backlash against governments and their foreign policies.

**Modératrice:** Iryna Bogdanova, World Trade Institute

Depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, la communauté internationale s'interroge sur la manière de réagir. Ce panel abordera les thèmes suivants : (i) le rôle de la Fédération de Russie à titre de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, y compris une analyse historique et juridique de son rôle, ainsi que le débat actuel sur le retrait de la Russie en tant que membre permanent du Conseil de sécurité; (ii) le rôle des tribunaux internationaux et l'efficacité d'autres outils tels que les sanctions économiques pour influencer le comportement des États; (iii) les limites de la responsabilité des États à la lumière de l'article 39 de la Charte des Nations unies, et les raisons pour lesquelles les contre-mesures et la



coopération internationale ne peuvent pas résoudre ce problème en l'absence d'une tierce partie impartiale comme un tribunal international pour garantir l'application du droit international et des mécanismes de réparation; et (iv) l'absence d'application et d'exécution universelles du droit international, qui déclenche une réaction brutale contre les gouvernements et leurs politiques étrangères.

Afficher moins



**Ardi Imseis**

Assistant Professor, Queen's University



**Ashley Barnes**

Postdoctoral Fellow, University of Ottawa



**Iryna Bogdanova**

Postdoctoral Researcher, World Trade Institute



**Saeid Mirzaei Yengejeh**

University of Ottawa



**Silvana Cocan**

Université de Montréal Faculty of Law

Afficher moins



Ottawa ABC (First Floor | 1e étage)

27 octobre 2022

16:10 - 16:30

## Pause santé

Victoria Hall (First Floor | 1e étage)

27 octobre 2022

16:30 - 18:00

## La 12e Conférence ministérielle de l'OMC et l'avenir de la coopération commerciale multilatérale

Interpretation | Interprétation

Le français suit l'anglais

**Moderator:** Jonathan Fried, Senior Advisor, Bennett Jones LLP

The WTO's 12th Ministerial Conference (MC12) in June 2022 arrived at some decisions, including an agreement on disciplining fisheries subsidies and new waiver provisions on intellectual property disciplines that purport to address concerns over the availability of pandemic pharmaceuticals, though less than many sought. Yet MC12 failed to live up to hopes for concrete results on agricultural and industrial subsidies, investment, digital trade, the relation between trade, gender equality, labour and environmental priorities, and a stalemated dispute settlement system. Ministers agreed only to engage in follow-up discussions to set a forward agenda, with no assurance of further agreement. What do these outcomes tell us about the future of multilateral trade cooperation and the multilateral trading system's ability to respond to the most pressing challenges of our time?

**Modérateur:** Jonathan Fried, Senior Advisor, Bennett Jones LLP

La 12<sup>e</sup> Conférence ministérielle de l'OMC (CM12), qui s'est tenue en juin 2022, a abouti à certaines décisions, notamment un accord visant à réglementer les subventions versées au secteur de la pêche, ainsi que de nouvelles dispositions de dérogation aux disciplines en matière de propriété



intellectuelle qui sont censées répondre aux préoccupations à l'égard de la disponibilité des produits pharmaceutiques en cas de pandémie; toutefois, ces avancées vont moins loin que ce que beaucoup souhaitaient. En effet, la CM12 n'a pas été à la hauteur des espoirs puisqu'elle n'a pas permis d'engendrer des résultats concrets au chapitre des subventions à l'agriculture et à l'industrie, des investissements, du commerce numérique, de la relation entre commerce, égalité des genres et priorités en matière de travail et d'environnement, ni du système de règlement des différends, actuellement dans l'impasse. Les ministres ont uniquement convenu d'engager des discussions de suivi pour établir un programme de travail, sans garantie d'un accord ultérieur. Qu'annoncent ces résultats pour l'avenir de la coopération commerciale multilatérale et la capacité du système commercial multilatéral à répondre aux défis les plus pressants de notre époque?

Afficher moins



**Alice Tipping**

Lead, Sustainable Trade and Fisheries Subsidies, International Institute for Sustainable Development



**Amrita Bahri**

Associate Professor of International Trade Law, ITAM, Mexico



**Gabrielle Marceau**

Professor, University of Geneva



**Jonathan Fried**

Senior Advisor, Bennett Jones LLP



**Richard Gold**

Professor, Université McGill

Afficher moins



Algonquin (Terrace)

27 octobre 2022

16:30 - 18:00

## Les acteurs commerciaux et l'avenir du droit spatial international

English | Anglais

Le français suit l'anglais

**Moderator:** Dr. Marie Lucy Stojak, Director, School on Management of Creativity and Innovation, HEC Montréal; and Chair, Canadian Space Advisory Council

Private companies have rapidly emerged as major space actors, with SpaceX already accounting for 40 percent of all operational satellites. This development is already stressing international space law, which makes states legally responsible for all of the activities of their nationals in space, including companies incorporated or launching from their territory. How will international space law respond to the emergence of private companies as major space actors? Can existing rules adequately address new challenges such as space debris, light pollution, the assertion of property rights, and the establishment of permanent habitations on the Moon and Mars? If not, what legal changes might be needed, and can they be accomplished through "soft law" or bilateral agreements rather than new multilateral treaties? And what about the issue of "dual use" satellites that serve both civilian and military functions, as we currently see in the context of Ukraine? Where do such satellites fit within international space law and other, potentially relevant areas of public international law?

**Modératrice:** Dr. Marie Lucy Stojak, Director, School on Management of Creativity and Innovation, HEC Montréal; and Chair, Canadian Space Advisory Council

Les entreprises privées se sont rapidement imposées comme des acteurs majeurs de l'espace, les satellites de SpaceX représentant déjà 40 % de tous les engins opérationnels. Cette évolution met déjà à l'épreuve le droit international de l'espace, qui rend les États juridiquement responsables de toutes les activités spatiales de leurs ressortissants, y compris les entreprises qui y sont constituées ou qui lancent des satellites depuis leur territoire. Comment le droit international de l'espace va-t-il réagir à l'émergence des entreprises privées en tant qu'acteurs majeurs de l'espace? Les règles existantes peuvent-elles répondre de manière adéquate aux nouveaux défis tels que les débris spatiaux, la pollution lumineuse, l'affirmation des droits de propriété et l'établissement d'habitations permanentes sur la Lune et sur Mars? Si ce n'est pas le cas, quels changements juridiques pourraient être nécessaires, et peuvent-ils être réalisés par l'adoption de normes juridiques non contraignantes (« soft law ») ou la conclusion d'accords bilatéraux



plutôt que par l'adoption de nouveaux traités multilatéraux? Et qu'en est-il de la question des satellites à « double usage » qui remplissent à la fois des fonctions civiles et militaires, comme nous le voyons actuellement dans le contexte de l'invasion en Ukraine? Quelle est la place de ces satellites dans le droit international de l'espace et dans d'autres domaines potentiellement pertinents du droit international public?

Afficher moins



**Curtis Schmeichel**

Legal Officer, Affaires mondiales Canada



**Dr. Marie Lucy Stojak**

Director, School on Management of Creativity and Innovation, HEC Montréal



**Michael Byers**

Professor, University of British Columbia



**Ram Jakhu**

Professor, Université McGill



**Timiebi Aganaba**

Assistant Professor, Arizona State University

Afficher moins



 Freiman / Guigues (Terrace)



27 octobre 2022

16:30 - 18:00

## Droits de l'enfant et droit international — Virages à l'échelle systémique pour une meilleure protection des droits de l'enfant

Bilingual | Bilingue

Le français suit l'anglais

**Moderator:** Robin Hansen, Associate Professor, University of Saskatchewan

An impressive body of treaty law related to children's rights is in force. Yet questions remain regarding this law's translation into the incorporation of children into those legal processes with the power to make children's rights concrete. This raises issues such as the adaptation of international procedural rules to suit minors, as well as the implementation of international law protections into domestic laws and processes. This panel examines the legal systems that are meant to administer and make concrete the rights of children, and identifies gaps in these systems, as well as solutions and initiatives that are aiming to better adapt substantive law and procedural mechanisms to the needs, interests and rights of children.

**Modératrice:** Robin Hansen, Professeur agrégé, Université de la Saskatchewan

Il existe un nombre impressionnant de traités relatifs aux droits de l'enfant actuellement en vigueur. Pourtant, des questions demeurent quant à la transposition du contenu de ces traités dans la participation des enfants aux processus juridiques ayant le pouvoir de concrétiser leurs droits. Cela soulève des enjeux tels que l'adaptation des règles procédurales internationales aux mineurs, ainsi que la mise en œuvre des protections prévues par le droit international dans les lois et processus nationaux. Ce panel examinera les systèmes juridiques qui sont censés administrer et concrétiser les droits des enfants, et recensera les lacunes de ces systèmes, ainsi que les solutions et initiatives qui visent à mieux adapter le droit substantiel et les mécanismes procéduraux aux besoins, aux intérêts et aux droits des enfants.

Afficher moins



**Jolane T Lauzon**

Counsel, Human Rights Law Section (HRLS), Justice Canada





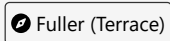


**Mona Paré**  
Professor, University of Ottawa



**Robin Hansen**  
Associate Professor, University of Saskatchewan

Afficher moins  
^



27 octobre 2022  
16:30 - 18:00

## Le rôle des mesures restrictives en droit international et l'importance de préserver une action humanitaire fondée sur des principes

English | Anglais

Le français suit l'anglais

**Moderator:** Dr. Sophie Rondeau, Director and Senior Legal Advisor on IHL, Canadian Red Cross

As countering terrorism remains a high priority for the international community, the question of how to tackle the threat remains controversial. International actors have adopted several international treaties, United Nations Security Council resolutions and domestic laws aiming to restrict the direct and indirect support for individuals and groups labelled as “terrorist”. However, areas facing threats of terrorism are also often the most in need of humanitarian support. There is an ongoing concern that restrictive measures, when not carefully designed and implemented, can impede humanitarian aid, often in violation of international humanitarian law. Dr. Sophie Rondeau, Director and Senior Legal Advisor on IHL with the Canadian Red Cross, will moderate this session, which seeks to highlight different perspectives on the role of counterterrorism measures and sanctions and to bring together panelists from the humanitarian sector to speak about the interaction between restrictive measures and humanitarian action. The first panelist, Austin Shangraw from the ICRC, will address the impact of restrictive measures on humanitarian action, while the second panelist, Erica See from the Canadian Red Cross, will address the impact of domestic legislation on humanitarian work. Principled humanitarian actors, including National Societies and the ICRC, have witnessed firsthand the impact of restrictive measures and can speak about the practice of navigating counterterrorism measures and sanctions as well as of safeguarding humanitarian aid in the face of such challenges.

**Modératrice:** Dr. Sophie Rondeau, Directrice et Conseillère juridique principale en DIH, Croix-Rouge canadienne

Alors que la lutte contre le terrorisme demeure une grande priorité pour la communauté internationale, la question de savoir comment faire face à cette menace reste controversée. Les acteurs internationaux ont adopté plusieurs traités, des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, ainsi que des lois nationales visant à restreindre le soutien direct et indirect aux individus et aux groupes qualifiés de « terroristes ». Cependant, les régions confrontées à des menaces terroristes sont aussi souvent celles qui ont le plus besoin d'aide humanitaire. Il y a une préoccupation constante que les mesures restrictives, lorsqu'elles ne sont pas soigneusement conçues et mises en œuvre, entravent l'aide humanitaire, souvent en violation du droit humanitaire international. M<sup>me</sup> Sophie Rondeau, Ph. D., directrice et conseillère juridique principale sur le DIH auprès de la Croix-Rouge canadienne, animera cette séance, qui vise à mettre en lumière différentes perspectives sur le rôle des mesures antiterroristes et des sanctions et à réunir des panélistes du secteur humanitaire pour parler de l'interaction entre les mesures restrictives et l'action humanitaire. Le premier panéliste, Austin Shangraw du CICR, traitera des répercussions des mesures restrictives sur l'action humanitaire, tandis que la deuxième panéliste, Erica See de la Croix-Rouge canadienne, abordera l'effet de la législation nationale sur le travail humanitaire. Les acteurs humanitaires, y compris les Sociétés nationales et le CICR, ont été les témoins directs des répercussions des mesures restrictives et peuvent relayer ce que cela signifie, en pratique, que de devoir naviguer dans les mesures antiterroristes et les sanctions et de maintenir l'aide humanitaire face à de tels défis.

Afficher moins  
^



**Austin Shangraw**  
Legal Advisor, ICRC



**Erica See**  
Senior Legal Counsel, Croix-Rouge canadienne



**Jason Nickerson**  
Humanitarian Representative to Canada, Doctors Without Borders





**Sophie Rondeau**

Director and Legal Advisor, Croix-Rouge canadienne

Afficher moins



27 octobre 2022

18:15 - 20:00

## Réception du Jurisconsulte

125, prom. Sussex Drive

Masks are required to enter the building at 125 Sussex, and must be worn until reaching the reception location at which point they may be removed at the individual's discretion.

Le port du masque est obligatoire pour entrer au 125 Sussex et celui doit être porté jusqu'au lieu de la réception, auquel il peut être retiré à la discrétion de l'individu.

Accueil



Programme

CCIL Conference Congrès du CCDI

Conférenciers

27 octobre 2022 - 28 octobre 2022

Séances

Commanditaires

S'inscrire



Fourni par [PheedLoop](#)



# Agenda de l'événement

jeudi

27 oct.

vendredi

28 oct.

Télécharger l'horaire de l'événement

La date et l'heure sont affichées dans Amérique/Toronto

Recherche

28 octobre 2022  
08:00 - 12:00

## Registration | Inscription

Ottawa ABC (First Floor | 1e étage)

28 octobre 2022  
08:00 - 09:00

## Service de café

Victoria Hall (First Floor | 1e étage)

28 octobre 2022  
09:00 - 10:30

## Le Canada peut-il combler les lacunes du commerce mondial relativement à la gouvernance en matière de droits de la personne?

Interpretation | Interprétation

Le français suit l'anglais

**Moderator:** Emily Dwyer, Policy Director, Canadian Network on Corporate Accountability

Western multinational corporations have in many cases attained a level of power that rivals or exceeds that of many states on the international level. Further, their cross-border mobility creates governance gaps that often allow them to evade the direct regulation of any single state. This creates a problem when they become involved in human rights and environmental abuses that contravene international law. International law has few mechanisms to enforce it, and even fewer when the conduct concerned involves a corporation. Enlightened self-interest thus demands that individual states - notably those at a more advanced level of economic and institutional development where these corporations are often headquartered, and whose laws these corporations are a creature of - to assert some regulatory jurisdiction over the extraterritorial operations of these corporations. To be truly effective in closing these global governance gaps, all economically and institutionally advanced states must act in concert. Such states have been slow to act on this responsibility, but the direction is beginning to change. This panel will examine some of the tentative first steps that certain jurisdictions have taken in this regard, and also look at how Canada, which has at first lagged behind on this issue, may be beginning to take steps to bring itself into alignment with the emerging trend among similarly developed states.

**Modératrice:** Emily Dwyer, Directrice des politiques, Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises

Les multinationales occidentales ont, dans de nombreux cas, atteint un niveau de pouvoir qui est égal, voire supérieur, à celui de nombreux États à l'échelle internationale. De plus, la mobilité transfrontalière de ces entreprises engendre des lacunes en matière de gouvernance qui leur permettent souvent d'échapper à la réglementation directe d'un seul État. Cela pose un problème lorsqu'elles sont impliquées dans des violations des droits de la personne et des atteintes à l'environnement qui contreviennent au droit international. Ce dernier dispose de peu de mécanismes pour en assurer le respect, et encore moins lorsque la conduite



en cause est le fait d'une entreprise. La conception éclairée de l'intérêt propre exige donc que les États individuels — notamment ceux qui ont un niveau de développement économique et institutionnel plus avancé, où se trouve souvent le siège de ces entreprises, qui sont créées en vertu des lois de ces États — exercent une certaine compétence réglementaire sur les activités extraterritoriales de ces sociétés. Pour être vraiment efficaces dans la réduction de ces lacunes au chapitre de la gouvernance mondiale, tous les États économiquement et institutionnellement avancés doivent agir de concert. Ces États ont été lents à assumer cette responsabilité, mais la direction commence à changer. Ce panel examinera les premières mesures provisoires que certains États ont prises à cet égard, ainsi que les démarches que le Canada, qui a d'abord été à la traîne sur cette question, pourrait entreprendre pour s'aligner sur la tendance qui se manifeste parmi les États dont le développement est comparable.

Afficher moins



**Emily Dwyer**

Policy Director, Canadian Network on Corporate Accountability



**Jacques Nzumbu SJ**

UQAM



**James Yap**

President, Canadian Lawyers for International Human Rights



**Penelope Simons**

Full Professor, & Gordon F. Henderson Chair in Human Rights, HRREC, University of Ottawa Faculty of Law (Common Law Section)



**Viviana Herrera**

Latin America Program Coordinator, MiningWatch Canada

Afficher moins



Algonquin (Terrace)

28 octobre 2022

09:00 - 10:30

## Où le jus cogens nous mène-t-il? Le droit et la politique en matière de génocide dans les forums internationaux et nationaux

English | Anglais

Le français suit l'anglais

**Moderator:** Nicolas Martin, Nicolas Martin Rouleau P.C.

Genocide, “the crime of crimes” is a 20<sup>th</sup> century concept in the corpus of public international law, enshrined in the Genocide Convention of 1948 in answer to the Jewish Holocaust perpetrated by Nazi Germany preceding and through to the end of the Second World War, and elevated almost immediately to the rarified status of *jus cogens*, a peremptory norm from which no derogation is legally permitted within the community of nations. And yet, while now well into the 21<sup>st</sup> century the same concept is being invoked at both the domestic and international level for purposes that may undermine the norm. Internationally, the Russian Federation alleges genocide by Ukraine against the Russian-speaking diaspora in its eastern provinces as a one reason for invading that country, in turn, prompting Ukraine to petition the World Court for provisional protective measures which the Court granted, in part on its finding that a “false declaration” of genocide by one nation against another was a “plausible” claim and therefore justiciable. In Canada, Prime Minister Justin Trudeau publicly acknowledged and atoned for historic injustices amounting to government perpetrated indigenous genocide; and in a surprising turn last year, the Ontario Legislature proclaimed the *Tamil Genocide Education Week Act*, which has prompted a constitutional challenge by the Sinhalese-Buddhist diaspora in the Ontario courts. Whether or not these and other invocations of fundamental law bear any true affinity to the actual law being invoked remain the subject of both political and legal controversy. Hence this programme to explore the role, integrity and utility of international law at its highest level, and as mobilized by various levels of government, public institutions, and private actors. In aid of this exploration, we have assembled a panel of advocates and experts on the law and its application to some of the cases of our time.

**Modérateur:** Nicolas Martin, Nicolas Martin Rouleau P.C.

Le génocide, le « crime des crimes », est un concept du 20<sup>e</sup> siècle dans le corpus du droit international public, consacré par la Convention de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide en réponse à l'Holocauste juif perpétré par l'Allemagne nazie avant et jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et élevé presque immédiatement au statut raréfié de *jus cogens*, une norme péremptoire à laquelle aucune dérogation n'est légalement permise au sein de la communauté des nations. Et pourtant, alors que nous sommes maintenant bien entrés dans le 21<sup>e</sup> siècle, le même concept est invoqué tant à l'échelle nationale qu'internationale à des fins susceptibles de saper la norme. Sur le plan international, la Fédération de Russie allègue que l'Ukraine a commis un génocide à l'encontre de la diaspora russophone de ses provinces orientales pour justifier l'invasion de ce pays, ce qui a incité l'Ukraine à demander à la Cour internationale de justice des mesures de protection provisoires, que la Cour a accordées, en partie parce qu'elle a estimé qu'une « fausse déclaration » de génocide par une nation contre une autre était une revendication « plausible » et donc justiciable. Au Canada, le premier ministre Justin Trudeau a publiquement reconnu et expié les injustices historiques qui s'apparentent à un génocide des peuples autochtones perpétré par le gouvernement. Et l'an dernier, l'Assemblée législative de l'Ontario a pris un virage surprenant en proclamant la *Loi sur la semaine de Sensibilisation au génocide des Tamouls*, qui a suscité une contestation constitutionnelle devant les tribunaux de l'Ontario de la part de la diaspora cinghalaise bouddhiste. La question de savoir si ces invocations de la loi fondamentale, ou d'autres, ont une véritable affinité avec la loi réelle

invoquée reste un sujet de controverses politiques et juridiques. Cette séance vise donc à explorer le rôle, l'intégrité et l'utilité du droit international à son plus haut niveau, et tel qu'il est mobilisé par les différents niveaux de gouvernement, les institutions publiques et les acteurs privés. Pour faciliter cette exploration, nous avons réuni un groupe d'avocats et d'experts dans le domaine du droit et de l'application de la loi dans certaines des affaires de notre époque.

Afficher moins



**Catherine Savard**

Université Laval



**H. Scott Fairley**

Partner, Cambridge LLP



**Nicolas Rouleau**

Nicolas Martin Rouleau P.C.



**Nikhil Gore**

Partner, Covington & Burling LLP



**William Schabas**

Professor of International Law, Middlesex University London

Afficher moins



Freiman / Guigues (Terrace)

28 octobre 2022

09:00 - 10:30

## La tarification du carbone et les ajustements aux frontières: de la parole aux actes

English | Anglais

Le français suit l'anglais

Moderator: Michael Mehling, Deputy Director, MIT Center for Energy and Environmental Policy Research

Governments increasingly implement ambitious climate policies in an effort to achieve net-zero emissions. However, there is no global harmonized carbon pricing policy. The variations in domestic climate policies can threaten the trade competitiveness of climate-ambitious countries and result in increased carbon emissions in less climate-ambitious countries ("carbon leakage"). The aim of carbon border adjustment mechanisms ("BCAs") is to avoid deindustrialization within ambitious nations and boost global decarbonization. This panel will explore the most contentious issues that arise in the design of BCAs and will discuss design options for BCAs that achieve their objectives while also complying with the rules of the World Trade Organization. The panel will feature law students who have worked on projects related to carbon pricing and border adjustments as part of the Trade Law and Carbon Pricing Lab at the University of New Brunswick and the TradeLab International Trade Law Practicum at Queen's University.

Moderateur: Michael Mehling, Deputy Director, MIT Center for Energy and Environmental Policy Research

Les gouvernements mettent de plus en plus en œuvre des politiques climatiques ambitieuses dans le but de parvenir à la carboneutralité. Cependant, il n'existe pas de politique harmonisée de tarification du carbone à l'échelle mondiale. Les variations des politiques climatiques d'un État à l'autre sont susceptibles de menacer la compétitivité commerciale des pays qui sont ambitieux sur le plan climatique et d'entraîner une augmentation des émissions de carbone dans les pays qui le sont moins à cet égard (« fuite de carbone »). Les mécanismes d'ajustement carbone aux frontières (« ACF ») ont pour but d'éviter la désindustrialisation au sein des nations ambitieuses et de stimuler la décarbonisation mondiale. Ce panel explorera les questions les plus litigieuses qui se posent lors de la conception des ACF et discutera des options de conception d'ACF qui atteignent leurs objectifs tout en se conformant aux règles de l'Organisation mondiale du commerce. Le panel sera composé d'étudiants en droit qui ont travaillé sur des projets liés à la tarification du carbone et aux ajustements aux frontières dans le cadre du Trade Law and Carbon Pricing Lab de l'Université du Nouveau-Brunswick et du TradeLab International Trade Law Practicum de l'Université Queen's.

Afficher moins



**Brigid Martin**

Law Student, University of New Brunswick



**Caroline Marful**

Law Student, Queen's University



**Emma Pandy-Szekeres**

Law Student, University of New Brunswick



**Isabelle Nazarian**

Law Student, Queen's University



**Maria Panezi**

Associate Professor, University of New Brunswick



**Michael Mehling**

Deputy Director, MIT Center for Energy and Environmental Policy Research

Afficher moins



Fuller (Terrace)

28 octobre 2022

09:00 - 10:30

## Solidarité et conception éclairée de l'intérêt propre en droit international : les enseignements tirés de l'invasion de l'Ukraine par la Russie

English | Anglais

Le français suit l'anglais

**Moderator:** Dr. Chile Eboe-Osuji, Distinguished International Jurist, Toronto Metropolitan University

This panel explores the implications of Russia's invasion of Ukraine for the wider international legal order in three areas: health, refugee protection and protection of cultural property. A significant challenge is what the conflict means for the right to health of vulnerable groups in the middle of a global pandemic. What role should the international community play in ensuring that the Ukrainian populace are not left behind in the goals of access to health goods and services? By mobilizing to welcome Ukrainian refugees, while working equally efficiently to ensure that refugees from other countries are kept at bay, states have made starkly clear that they are moved to save some people and not others. What does this say about solidarity and enlightened self-interest in an area of law designed to protect people at risk without regard to race, religion, or nationality? Within days of the invasion, Russia had destroyed major Ukrainian cultural sites. Heritage professionals from around the globe sprang into action to protect Ukrainian cultural heritage. What is the role of the international legal community in protecting states from the destruction of their culture? Are networks of state and non-state actors empowered or disempowered by international law to protect cultural heritage? Where can international legal processes be strengthened?

**Modérateur:** Dr. Chile Eboe-Osuji, Juriste international émérite, Université Toronto Metropolitan

Ce panel explore les répercussions de l'invasion de l'Ukraine par la Russie sur l'ordre juridique international dans trois domaines : la santé, la protection des réfugiés et la protection des biens culturels. Répertoire les conséquences du conflit sur le droit à la santé des groupes vulnérables, et ce, en pleine pandémie, représente un défi important. Quel rôle la communauté internationale doit-elle jouer pour que la population ukrainienne ne soit pas laissée pour compte dans l'atteinte des objectifs d'accès aux biens et services de santé? En se mobilisant pour accueillir les réfugiés ukrainiens, tout en travaillant avec la même efficacité pour s'assurer que les réfugiés d'autres pays sont tenus à l'écart, les États ont clairement montré qu'ils sont prêts à sauver certaines personnes et pas d'autres. Qu'est-ce que cela nous enseigne au sujet de la solidarité et de la conception éclairée de l'intérêt propre dans un domaine du droit destiné à protéger les personnes en danger, sans distinction de race, de religion ou de nationalité? Dans les jours qui ont suivi l'invasion, la Russie a détruit d'importants sites culturels ukrainiens. Des professionnels du patrimoine du monde entier ont immédiatement réagi en vue de protéger le patrimoine culturel ukrainien. Quel est le rôle de la communauté juridique internationale dans la protection des États contre la destruction de leur culture? En matière de protection du patrimoine culturel, les réseaux d'acteurs étatiques et non étatiques jouissent-ils de pouvoirs en vertu du droit international ou sont-ils plutôt désarmés? Dans quels domaines les processus juridiques internationaux peuvent-ils être renforcés?

Afficher moins



**Hilary Evans Cameron**

Assistant Professor, Toronto Metropolitan University



**Idil Atak**

Associate Professor, Toronto Metropolitan University



**Jennifer Orange**

Assistant Professor, Toronto Metropolitan University




**Uche Ngwaba**

Assistant Professor, Toronto Metropolitan University

Afficher moins




 Ottawa ABC (First Floor | 1e étage)

28 octobre 2022

10:30 - 10:50

## Pause santé

 Victoria Hall (First Floor | 1e étage)



28 octobre 2022

10:50 - 12:20

## Aspects nouveaux des sanctions en droit international dans le conflit en Ukraine

Interpretation | Interprétation

Le français suit l'anglais

Beyond the issue of the use of force and its legality, or respect for international humanitarian law by belligerents, the conflict in Ukraine highlights several blind spots in international law, for example in connection with cybersecurity, the action of transnational corporations or even the measures taken by States in support of Ukraine. In light of practice of States and non-State actors, this session will examine the new aspects of sanctions in international law raised by the conflict in Ukraine. More specifically, this session will examine the solidarity measures taken by States, the action of sports federations, as well as the consistency of the numerous sanctions imposed on Russia with regard to international human rights law. These recent developments in international sanctions practice fit into the general theme of the congress, which questions whether states now act in solidarity or rather driven solely by their own interests.

Au-delà de la question de l'emploi de la force et de sa licéité, ou du respect du droit international humanitaire par les belligérants, le conflit en Ukraine met en lumière plusieurs angles morts du droit international, en lien par exemple avec la cybersécurité, l'action des sociétés transnationales ou encore les mesures prises par les États au soutien de l'Ukraine. À la lumière de la pratique des États et des acteurs non-étatiques, la présente séance se penchera sur les aspects nouveaux des sanctions en droit international soulevés par le conflit en Ukraine. Plus spécialement, cette séance se penchera sur les mesures de solidarité prises par les États, sur l'action des fédérations sportives, ainsi que sur la cohérence des nombreuses sanctions imposées à la Russie au regard du droit international des droits de la personne. Ces développements récents dans la pratique internationale en matière de sanctions s'inscrivent dans la thématique générale du congrès, qui s'interroge sur la question de savoir si les États agissent désormais par solidarité ou plutôt mus uniquement par leurs propres intérêts.

Afficher moins



**Charles-Emmanuel Côté**

Professeur, Université Laval



**David Pavot**

Professeur, Université de Sherbrooke



**Nataliya Veremko**

l'Université de Sherbrooke




**Vladyslav Lanovoy**

Assistant Professor, Université Laval

Afficher moins



 Fuller (Terrace)

28 octobre 2022

10:50 - 12:20

# L'extradition après Meng : examen des pratiques canadiennes et internationales en matière d'extradition

English | Anglais

Le français suit l'anglais

**Moderator:** Gib van Ert, Counsel, Olthuis van Ert

As the amount and sophistication of transnational crime increases, international law regimes governing the extradition of people sought for prosecution and incarceration are coming under increasing scrutiny. This is no less the case for Canada, which has seen a number of high-profile extradition cases in recent years -- including the situation involving Huawei CFO Meng Wanzhou, which highlighted the international political tensions that can erupt. In this session the panelists will reflect on current developments in international and Canadian extradition practice.

**Modérateur:** Gib van Ert, Counsel, Olthuis van Ert

Alors que les cas de criminalité transnationale croissent en nombre et en sophistication, les régimes de droit international encadrant l'extradition des personnes recherchées pour être poursuivies et incarcérées font de plus en plus l'objet d'un examen approfondi. Le Canada ne fait pas exception, puisqu'au cours des dernières années, il a connu un certain nombre d'affaires d'extradition très médiatisées, notamment celle impliquant la directrice financière de Huawei, Meng Wanzhou, qui a mis en évidence les tensions politiques internationales susceptibles d'éclater. Au cours de cette séance, les panélistes se pencheront sur les développements actuels dans les pratiques internationales et canadiennes en matière d'extradition.

Afficher moins



**Gib van Ert**

Counsel, Olthuis van Ert



**Janet Henchey**

Director General, International Assistance Group, Justice Canada



**Joanna Harrington**

Professor, University of Alberta



**Neil Boister**

Professor, University of Canterbury




**Robert Currie**

Professor, Dalhousie University

Afficher moins



 Freiman / Guigues (Terrace)

28 octobre 2022

10:50 - 12:20

## L'exploitation minière des grands fonds marins : la solidarité, les points communs et les intérêts propres comme moteurs d'un nouveau cadre réglementaire

Bilingual | Bilingue

Le français suit l'anglais

**Moderator:** Bruno Gelinas-Faucher, Professor, Université de Moncton

Facing the imminent start of deep-seabed mineral exploitation, considered necessary by many to fulfil the growing demand for minerals, concerns about different approaches to deep-seabed management resurface. The coexistence of varying obligations, principles and interests, ranging from the management of the deep seabed and its resources as common heritage of humankind, to the need for cooperation for the protection of deep-sea ecosystems, and the push of certain nations and private entities towards the commencement of deep-sea mineral exploitation, has renewed the impetus towards the finalization of the Exploitation Regulations, currently under development at the International Seabed Authority (ISA). Considering that the ISA aims to adopt the Regulations by mid-2023, 2022 will be a crucial year for the development of this new framework. Canada, as a member of the ISA Council and the 'home' of many companies interested in deep-sea mineral-related activities, acts as a key actor in the negotiations. Yet, how can commercial exploitation, benefit-sharing and environmental goals all be accommodated under the



Exploitation Regulations? Can solidarity, commonalities and self-interests all shape the new instrument? This panel will examine the convergences and divergences existing among various State and non-State stakeholders involved in the development of a regulatory framework for deep-sea mineral exploitation activities. Its aim is to create a space for exchange, between academics, practitioners and decision-makers, on the challenges triggered by timely developments in the regulation of an activity that is yet to take place.

**Modérateur:** Bruno Gélinas-Faucher, Professeur, Université de Moncton

Face au démarrage imminent de l'exploitation minière en eaux profondes, que beaucoup jugent nécessaire pour répondre à la demande croissante de minéraux, les préoccupations concernant les différentes approches de la gestion des grands fonds marins refont surface. La coexistence d'obligations, de principes et d'intérêts divers — qui vont de la gestion des grands fonds marins et de leurs ressources en tant que patrimoine commun de l'humanité, à la nécessité d'une coopération pour la protection des écosystèmes qui s'y trouvent, en passant par les pressions qu'exercent certaines nations et entités privées pour entamer l'exploitation des minéraux des grands fonds marins — a relancé l'élan vers la finalisation de la réglementation de l'exploitation de ces ressources, actuellement en cours d'élaboration à l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM). Étant donné que l'AIFM vise à adopter les règlements d'ici le milieu de l'an prochain, 2022 sera une année cruciale pour la mise en place de ce nouveau cadre. Le Canada est un acteur clé des négociations, puisqu'il est membre du Conseil de l'AIFM et compte de nombreuses entreprises qui s'intéressent aux activités liées à l'exploitation minière en eaux profondes. Cependant, comment les règlements sur l'exploitation peuvent-ils à la fois concilier l'exploitation commerciale, le partage des avantages et les objectifs environnementaux? La solidarité, les points communs et les intérêts propres peuvent-ils tous façonner le nouvel instrument? Ce panel examinera les convergences et les divergences existant entre les différents acteurs étatiques et non étatiques qui participent à l'élaboration d'un cadre réglementaire pour les activités d'exploitation minière en eaux profondes. L'objectif du panel est de créer un espace d'échange, entre universitaires, praticiens et décideurs, sur les défis posés par l'évolution opportune de la réglementation d'une activité qui n'a pas encore commencé.

Afficher moins



**Anna Metaxas**

Professor of Oceanography and Biology, Dalhousie University



**Bruno Gélina-Faucher**

Professeur, Université de Moncton



**Catherine Blanchard**

Assistant Professor of Public International Law, Utrecht University



**Catherine Coumans**

MiningWatch Canada



**Keith MacMaster**

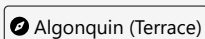
Purdy Crawford Fellow and Assistant Professor, Dalhousie University



**Patrice Laquerre**

Deputy Director, Oceans Law, Affaires mondiales Canada

Afficher moins



28 octobre 2022

10:50 - 12:20

## Le rôle des communautés autochtones dans la politique étrangère et de défense du Canada

English | Anglais

Le français suit l'anglais

**Moderator:** Katsitsiakatste (Kyrie) Ransom, Assembly of First Nations

In recent years, Indigenous Communities have played an increasingly active role in the formulation and execution of Canada's foreign and defence policy. The panel will discuss the various avenues through which the vision, interests, and expertise of Indigenous communities shapes Canada's policy on trade, on the climate crisis, on Arctic issues, and on defence, and will explore recent innovations in these areas, such as the *Indigenous Peoples Economic and Trade Cooperation Agreement* and the Indigenous Peoples Advisory Committee for trade negotiations, as well as the influence of relevant international legal commitments, such as Article 30 of UNDRIP, which provides of a general ban on military activities that take place on Indigenous territory.

**Modératrice:** Katsitsiakatste (Kyrie) Ransom, Assemblée des Premières Nations

Ces dernières années, les communautés autochtones ont joué un rôle de plus en plus actif dans la formulation et la mise en œuvre de la politique étrangère et de défense du Canada. Le panel discutera des différentes voies par lesquelles la vision, les intérêts et l'expertise des communautés autochtones façonnent la politique du Canada en ce qui a trait au commerce, à la crise climatique, aux enjeux en Arctique et à la défense, et explorera les innovations récentes dans ces domaines, telles que l'Accord de coopération économique et commerciale avec les peuples autochtones et le Comité consultatif des peuples autochtones pour les négociations commerciales, ainsi que l'influence des engagements juridiques internationaux pertinents, comme l'article 30 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA), qui prévoit une interdiction générale des activités militaires sur les territoires autochtones.

Afficher moins



**Graeme Reed**

Senior Policy Analyst, Assembly of First Nations



**Heather Exner-Pirot**

Senior Fellow, Macdonald-Laurier Institute



**Katsi'tsiakatste Ransom**

Research and Policy Analyst, Assembly of First Nations



**Preston Lim**

Supreme Court of Canada



**Wayne Garnons-Williams**

Senior Lawyer and Principal Director, Garwill Law Professional Corporation

Afficher moins



Ottawa ABC (First Floor | 1e étage)

28 octobre 2022

12:20 - 13:30

## Dîner

Algonquin (Terrace)

28 octobre 2022

12:45 - 13:30

## AGA du CCDI

**1. Welcome | Bienvenue Adoption of agenda | Adoption de l'ordre du jour**

**2. Adoption of minutes of the 2021 AGM | Adoption du procès-verbal de l'AGA de 2021**

**3. President's Report | Rapport du présidente**

- Review of last year's activities / Bilan des activités de la dernière année
- Upcoming projects / Aperçu des projets pour la prochaine année

**4. Approval of 2023 CCIL Board of Directors / Approbation des membres du conseil d'administration du CCDI de 2023**

- Slate of BOD Members / Liste des membres du conseil

**5. Treasurer's Report | Rapport de la trésorière**

- Approval of the Audited Financial Statements 2021-2022 / Approbation des états financiers vérifiés annuels de l'année 2021-2022

**6. Appointment of the public accountant | Désignation d'un expert-comptable**

**7. Adjournment | Clôture**

Afficher moins



Victoria Hall (First Floor | 1e étage)

28 octobre 2022

# Perspectives de Fort Pearson : Questions brûlantes aux Affaires juridiques d'Affaires mondiales Canada

Interpretation | Interprétation

Le français suit l'anglais

**Moderator:** Carolyn Knobel, Director General and Deputy Legal Advisor, Legal Affairs Bureau, Global Affairs Canada

In this panel, the leaders of Global Affairs Canada's Legal Affairs Bureau will discuss the prominent issues currently on their respective agendas, the longer-term initiatives GAC is working on, and the international legal trends they have observed over their combined several decades of service both as lawyers in Ottawa and as diplomats abroad.

**Modératrice:** Carolyn Knobel, Directrice générale des Affaires juridiques et juriste adjointe, Affaires mondiales Canada

Dans ce panel, les dirigeants de la Direction générale des affaires juridiques d'Affaires mondiales Canada discuteront des questions importantes qui figurent actuellement à leur ordre du jour respectif, des initiatives à plus long terme sur lesquelles travaille AMC et des tendances juridiques internationales qu'ils ont observées au cours de leurs décennies de services combinés, à la fois comme avocats à Ottawa et comme diplomates à l'étranger.

Afficher moins



**Anna Kapellas**

Director of Treaty Law, Affaires mondiales Canada



**Carolyn Knobel**

Director General and Deputy Legal Advisor, Affaires mondiales Canada



**Louis-Martin Aumais**

Director General and Legal Adviser, Affaires mondiales Canada



**Rebecca Netley**

Executive Director, Accountability, Human Rights and UN Law Division, Affaires mondiales Canada



**Stephen Randall**

Executive Director, Oceans, Environment and Aerospace Law, Affaires mondiales Canada

Afficher moins



Fuller (Terrace)

28 octobre 2022

13:30 - 15:00

## Les technologies émergentes et le droit international: les défis et les opportunités

English | Anglais

Le français suit l'anglais

**Moderator:** Lt. Col. Eric Weaver, Canadian Forces Military Law Centre

Technology intersects with almost all disciplines of international law, yet contemporary legal frameworks are rarely capable of keeping pace with challenges posed by emerging developments. Continued automation of the means and methods of warfare produces the potential for improved accuracy and efficiency in targeting operations, yet it poses a persistent challenge to existing constraints established in international law related both to the conduct of hostilities and to the use of force in the jus ad bellum context. New technologies raise challenges and opportunities for the protection of human rights in the peacetime context as well. Individuals, for instance, are affected by AI-related discrimination when organizations employ artificial intelligence decision-making processes. On the other hand, these technologies can be used to enable grassroots organizations to map human rights abuses, disseminate information, and advocate for positive societal change. This panel discusses the challenges and opportunities that emerging technologies pose for the practice and development of international law.

**Modérateur:** Lt. Col. Eric Weaver, Centre de droit militaire des Forces canadiennes

La technologie recoupe presque tous les disciplines du droit international, mais les cadres juridiques contemporains sont rarement capables de suivre le rythme des défis posés par les développements émergents. L'automatisation continue des moyens et méthodes de guerre offre un potentiel d'amélioration de la précision et de l'efficacité des opérations de ciblage, mais elle pose un défi persistant aux contraintes existantes établies dans le droit international liées à la conduite des hostilités et à l'utilisation de la force dans le contexte du jus ad bellum. Les nouvelles technologies présentent également des défis et des opportunités pour la protection des droits humains en temps de paix. Les individus, par exemple, sont touchés par la discrimination liée à l'intelligence artificielle lorsque les organisations utilisent des processus décisionnels d'IA. D'autre part, ces technologies peuvent être utilisées pour permettre aux organisations locales de cartographier les violations des droits humains, de diffuser des informations et de plaider en faveur d'un changement sociétal positif. Ce panel discutera des défis et des opportunités que les technologies émergentes présentent pour la pratique et le développement du droit international.

Afficher moins



**Brian L. Cox**

Adjunct professor of law, Cornell Law School



**Eric Weaver**

Colonel / Director, Canadian Forces Military Law Centre

Afficher plus



Algonquin (Terrace)

28 octobre 2022

13:30 - 15:00

## Aspects économiques internationaux de la guerre de la Russie contre l'Ukraine

English | Anglais

Le français suit l'anglais

**Moderator:** Jacques J.M. Shore, Partner, Gowling WLG

Russia's attack against Ukraine on February 24, 2022, has not only brought untold suffering to millions of Ukrainians, but has also sent shockwaves through the world economy and caused a profound economic rupture between Russia and the West. While Ukraine is having to adapt to a completely new international economic environment, the disruption of commodities exports from both Ukraine and Russia is endangering food security in developing countries and has sent governments scrambling to find alternative sources of food, fuel, and fertilizer. At the same time, companies are trying to unravel their ties to newly-sanctioned entities as the economic decoupling between the West and Russia gathers momentum. The speakers will discuss the various ways in which the war is reshaping the world economy.

**Modérateur:** Jacques J.M. Shore, Associé, Gowling WLG

L'attaque de la Russie contre l'Ukraine, le 24 février 2022, a non seulement apporté des souffrances indicibles à des millions d'Ukrainiens, mais a également provoqué une onde de choc dans l'économie mondiale, ainsi qu'une profonde rupture économique entre la Russie et l'Occident. Alors que l'Ukraine doit s'adapter à un environnement économique international totalement nouveau, l'interruption des exportations de produits de base en provenance de l'Ukraine et de la Russie met en péril la sécurité alimentaire des pays en développement et pousse les gouvernements à faire des pieds et des mains pour trouver d'autres sources de nourriture, de carburant et d'engrais. Dans le même temps, les entreprises tentent de dénouer leurs liens avec les entités nouvellement sanctionnées, alors que le découplage économique entre l'Occident et la Russie prend de l'ampleur. Les intervenants discuteront des différentes façons dont la guerre transforme l'économie mondiale.

Afficher moins



**Jacques J.M. Shore**

Partner, Gowling WLG



**Julia Webster**

Senior Associate, Borden Ladner Gervais LLP



**Olesia Kryvetska**

Counsel, Asters



**Semie Sama**

Law Professor, Lakehead University

Afficher moins



## Pause santé

## L'invasion de l'Ukraine par la Russie et ses répercussions sur l'ordre juridique international

Interpretation | Interprétation

Le français suit l'anglais

**Introduced by:** Valerie Oosterveld, Western University

The invasion of Ukraine has had a massive impact on rule of law, the global economy, and the United Nations as an institution. Russia's invasion of Ukraine is a clear act of aggression and a manifest violation of Article 2.4 of the UN Charter, which prohibits the "use of force against the territorial integrity or political independence of any State". Condemnations of Russia's actions are not only trying to protect Ukraine and its citizens, but are also defending the principle that relationships between states should be shaped by legal principles rather than merely the balance of power.

**Présentée par:** Valerie Oosterveld, Université Western

L'invasion de l'Ukraine a engendré des répercussions majeures sur la primauté du droit, l'économie mondiale et les Nations Unies en tant qu'institution. L'invasion de l'Ukraine par la Russie est de toute évidence un acte d'agression et une violation manifeste de l'Article 2.4 de la *Charte des Nations Unies*, qui interdit « l'emploi de la force [...] contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État ». Les condamnations des actions de la Russie ne cherchent pas seulement à protéger l'Ukraine et ses citoyens, mais également à défendre le principe selon lequel les relations entre les États devraient être façonnées par des principes juridiques plutôt que par le simple équilibre des forces.

Afficher moins



**Honourable Bob Rae**

Ambassador and Permanent Representative of Canada to the United Nations

## Réception de clôture et remise des prix du CCDI

Reception at 50 Sussex Drive/Réception au 50, promenade Sussex



# Rencontrez nos intervenants

 S'inscrire maintenant



Recherche de noms d'orateurs et d'organisations



**Alan Kessel**

Assistant Deputy Minister,  
Legal Affairs and Legal Adviser  
Affaires mondiales Canada



**Alex Neve**

Adjunct Professor  
University of Ottawa and  
Dalhousie University



**Alice Tipping**

Lead, Sustainable Trade and  
Fisheries Subsidies  
International Institute for  
Sustainable Development



**Amrita Bahri**

Associate Professor of  
International Trade Law  
ITAM, Mexico



**Angie Veitch**

Deputy Permanent  
Representative of Canada to...  
Affaires mondiales Canada



**Anna Kapellas**

Director of Treaty Law  
Affaires mondiales Canada



**Anna Metaxas**

Professor of Oceanography  
and Biology  
Dalhousie University



**Ardi Imseis**

Assistant Professor  
Queen's University





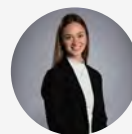
**Ashley Barnes**  
Postdoctoral Fellow  
University of Ottawa



**Austin Shangraw**  
Legal Advisor  
ICRC



**Brian L. Cox**  
Adjunct professor of law  
Cornell Law School



**Brigid Martin**  
Law Student  
University of New Brunswick



**Bruno Gélinas-Faucher**  
Professeur  
Université de Moncton



**Caroline Marful**  
Law Student  
Queen's University



**Carolyn Knobel**  
Director General and Deputy  
Legal Advisor  
Affaires mondiales Canada



**Catherine Blanchard**  
Assistant Professor of Public  
International Law  
Utrecht University



**Catherine Coumans**  
MiningWatch Canada



**Catherine Savard**  
Université Laval



**Charles-Emmanuel Côté**  
Professeur  
Université Laval



**Chris MacLeod**  
Founding Partner  
Cambridge LLP



**Christopher Waters**  
Professor, Faculty of Law  
University of Windsor



**Curtis Schmeichel**  
Legal Officer  
Affaires mondiales Canada



**David Pavot**  
Professeur  
Université de Sherbrooke



**Debra Steger**  
Emeritus Professor  
University of Ottawa



**Dr. Marie Lucy Stojak**

Director  
School on Management of  
Creativity and Innovation, HE...



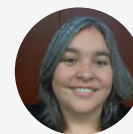
**Eirik Bjorge**

Professor  
Faculté de droit de l'Université  
de Bristol



**Elaine Feldman**

Graduate School of Public and  
International Affairs  
University of Ottawa



**Emily Dwyer**

Policy Director  
Canadian Network on  
Corporate Accountability



**Emma Pandy-Szekeres**

Law Student  
University of New Brunswick



**Eran Sthoeger**

Adjunct Professor  
Faculté de droit de Brooklyn



**Eric Weaver**

Colonel / Director  
Canadian Forces Military Law  
Centre



**Erica See**

Senior Legal Counsel  
Croix-Rouge canadienne



**Fabien Schneider**

Consultant



**Gabrielle Marceau**

Professor  
University of Geneva

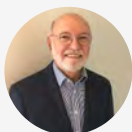


**Gar Pardy**



**Gib van Ert**

Counsel  
Olthuis van Ert



**Gilles Gauthier**



**Graeme Reed**

Senior Policy Analyst  
Assembly of First Nations



**Hassan Ahmad**

Assistant Professor  
Peter A. Allard School of Law  
at the University of British...



**Heather Exner-Pirot**

Senior Fellow  
Macdonald-Laurier Institute





**Hilary Evans Cameron**

Assistant Professor  
Toronto Metropolitan  
University



**Honourable Bob Rae**

Ambassador and Permanent  
Representative of Canada to...



**H. Scott Fairley**

Partner  
Cambridge LLP



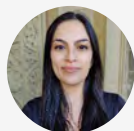
**Idil Atak**

Associate Professor  
Toronto Metropolitan  
University



**Iryna Bogdanova**

Postdoctoral Researcher  
World Trade Institute



**Isabella Spano**

Doctoral Candidate  
Université McGill



**Isabelle Nazarian**

Law Student  
Queen's University



**Jacques Nzumbu SJ**

UQAM



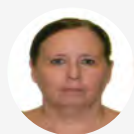
**Jacques J.M. Shore**

Partner  
Gowling WLG



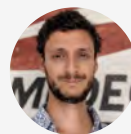
**James Yap**

President  
Canadian Lawyers for  
International Human Rights



**Janet Henchey**

Director General, International  
Assistance Group  
Justice Canada



**Jason Nickerson**

Humanitarian Representative  
to Canada  
Doctors Without Borders



**Jean-Michel Marcoux**

Assistant Professor,  
Department of Law and Lega...  
Université Carleton



**Jennifer Lachance**

Université Laval



**Jennifer Orange**

Assistant Professor  
Toronto Metropolitan  
University



**Jeremy Wildeman**

Fellow  
Human Rights Research and  
Education Centre, University ...



**Jessica Eisen**  
Assistant Professor, Faculty of Law  
University of Alberta



**Jessica Horwitz**  
Partner, International Trade and Investment  
Bennett Jones LLP



**Joanna Harrington**  
Professor  
University of Alberta



**Jolane T Lauzon**  
Counsel, Human Rights Law Section (HRLS)  
Justice Canada



**Jonathan Fried**  
Senior Advisor  
Bennett Jones LLP



**Julia Grignon**  
Université Laval



**Julia Webster**  
Senior Associate  
Borden Ladner Gervais LLP



**Katsi'tsiakatste Ransom**  
Research and Policy Analyst  
Assembly of First Nations



**Keith MacMaster**  
Purdy Crawford Fellow and Assistant Professor  
Dalhousie University



**Louis-Martin Aumais**  
Director General and Legal Adviser  
Affaires mondiales Canada



**Maria Panezi**  
Associate Professor  
University of New Brunswick



**Marie Lemieux**  
Senior Advisor  
PAA Advisory | Conseils



**Mathilde Doucet**  
Université Laval



**Maureen Irish**  
Faculté de droit, Université de Windsor



**Michael Byers**  
Professor  
University of British Columbia



**Michael Mehling**  
Deputy Director  
MIT Center for Energy and Environmental Policy Research



**Mona Paré**  
Professor  
University of Ottawa



**Nataliya Veremko**  
l'Université de Sherbrooke



**Natasha Affolder**  
Professor, Peter A. Allard  
School of Law  
Allard School of Law



**Neil Boister**  
Professor  
University of Canterbury



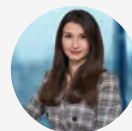
**Nicolas Rouleau**  
Nicolas Martin Rouleau P.C.



**Nikhil Gore**  
Partner  
Covington & Burling LLP



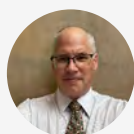
**Norman Farrell**  
Prosecutor  
Special Tribunal for Lebanon



**Olesia Kryvetska**  
Counsel  
Asters



**Olipa Jere-Sakala**  
Deputy Chief Parliamentary  
Counsel  
Ministry of Justice, Zambia



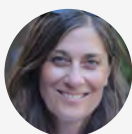
**Patrice Laquerre**  
Deputy Director , Oceans Law  
Affaires mondiales Canada



**Paul Conlin**  
Partner  
Conlin Bedard LLP



**Paul Fauteux**  
Attorney, Mediator and  
Arbitrator  
CMKZ, s.e.n.c.r.l.



**Penelope Simons**  
Full Professor, & Gordon F.  
Henderson Chair in Human...  
University of Ottawa Faculty of  
Law (Common Law Section)



**Polly Price**  
Asa Griggs Candler Professor  
of Law, Professor of Global...  
Emory University



**Preston Lim**  
Supreme Court of Canada



**Ram Jakhu**  
Professor  
Université McGill



**Rebecca Netley**

Executive Director,  
Accountability, Human Right...  
Affaires mondiales Canada



**Richard Gold**

Professor  
Université McGill



**Robert Currie**

Professor  
Dalhousie University



**Robert Volterra**

Professor  
Faculty of Law, University  
College London



**Robin Hansen**

Associate Professor  
University of Saskatchewan



**Saeid Mirzaei Yengejeh**

University of Ottawa



**Semie Sama**

Law Professor  
Lakehead University



**Shane Spelliscy**

Director General, Trade Law  
Bureau and Deputy Legal...  
Affaires mondiales Canada



**Silvana Cocan**

Université de Montréal Faculty  
of Law



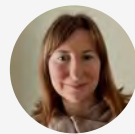
**Sophie Rondeau**

Director and Legal Advisor  
Croix-Rouge canadienne



**Stephen Randall**

Executive Director, Oceans,  
Environment and Aerospace...  
Affaires mondiales Canada



**Tachelle Kirkpatrick**

Deputy Director, Criminal and  
Security, Security and...  
Affaires mondiales Canada



**Tanya Krupiy**

Lecturer  
Newcastle University



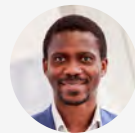
**Thomas Roos**

Université Laval



**Timiebi Aganaba**

Assistant Professor  
Arizona State University



**Uche Ngwaba**

Assistant Professor  
Toronto Metropolitan  
University



**Ujal Bhatia**  
Honorary Professor  
National Law University



**Valentine Goddard**  
Founder and CEO  
Alliance Impact Intelligence  
Artificielle



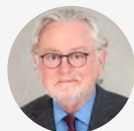
**Viviana Herrera**  
Latin America Program  
Coordinator  
MiningWatch Canada



**Vladyslav Lanovoy**  
Assistant Professor  
Université Laval



**Wayne Garnons-Williams**  
Senior Lawyer and Principal  
Director  
Garwill Law Professional  
Corporation



**William Schabas**  
Professor of International Law  
Middlesex University London

[Accueil](#)

[Programme](#)

[Conférenciers](#)

[Séances](#)

[Commanditaires](#)

[S'inscrire](#)



CCIL Conférence Congrès du CCDI

27 octobre 2022 - 28 octobre 2022



Fourni par [PheedLoop](#)





# Rencontrez nos partenaires

 S'inscrire maintenant



**CAMBRIDGE LLP**

Toronto • Burlington • Ottawa • Elliot Lake

Recherche

Recherche d'organisations, de lieux ou de gestionnaires

## Bronze

**CAMBRIDGE LLP**

Toronto • Burlington • Ottawa • Elliot Lake

Cambridge



Croix-Rouge canadienne

**CLK**  
CASSIDY LEVY KENT

Cassidy Levy Kent

**FASKEN**

Faskens

 **GOWLING WLG**

Gowling



**ICRC**

ICRC

 **McGill** | Faculty of Law | Faculté de droit

McGill Faculty of Law

**OLTHUIS | VAN ERT**

Olthuis | Van Ert





PAFSO

## Silver | Argent



University of Calgary



University of Ottawa



Tereposky & DeRose LLP



Université Laval

[Accueil](#)

[Programme](#)

[Conférenciers](#)

[Séances](#)

[Commanditaires](#)

[S'inscrire](#)



CCIL Conference Congrès du CCDI

27 octobre 2022 - 28 octobre 2022

